



Vendredi 6 Juillet 2007

Propos recueillis par Sébastien Ramnoux

« Tout doit se faire dans le respect de nos collectivités »

LA CONFÉRENCE métropolitaine se réunit aujourd'hui à Cachan dans le Val-de-Marne. Créée il y a tout juste un an, cette assemblée rassemble les élus d'une cinquantaine de villes autour de Paris pour débattre des problématiques communes et formuler des propositions. La quatrième édition de la conférence, consacrée au logement, est particulièrement attendue, après les déclarations fracassantes de Nicolas Sarkozy la semaine dernière, montrant sa volonté de peser sur le développement et l'organisation de l'Ile-de-France. L'annonce récente de Nicolas Sarkozy de la nécessité d'un Grand Paris ne rend-elle pas obsolète votre conférence métropolitaine ?

Bertrand Delanoë. En 2001, le climat relationnel entre la capitale et

les communes de l'agglomération était délétère. Nous avons rompu avec ces décennies de mépris de Paris à l'égard de ses voisins. Nous avons d'abord restauré des liens à travers des partenariats bilatéraux. Puis la conférence métropolitaine a réuni l'année dernière cinquante élus de toute sensibilité politique, pour travailler sur des enjeux aussi essentiels que les déplacements, le logement ou le développement économique. C'est sans précédent. Mais cette conférence n'a aucun poids ? Elle n'a pas de cadre institutionnel, mais c'est un choix collectivement assumé. Et ce n'est ni à l'Etat ni à Paris de décréter la création d'une communauté d'agglomération. Tout doit se faire dans le respect de nos collectivités, mais aussi de notre diversité politique. Quels sont, selon vous, les

projets les plus urgents en Ile-de-France ? Avant tout, le développement des transports en commun, menacé par le désengagement financier de l'Etat. Ce gouvernement est-il prêt à financer une ligne de rocade en banlieue ou à contribuer au prolongement du tramway T3 ? Le Chef de l'Etat s'est bien gardé de le dire ! Quant au logement, il faut faire appliquer la loi SRU, garante de la mixité sociale. Il est inadmissible qu'une ville comme Neuilly compte moins de 3 % de logements sociaux, là où il y en a 30 % dans le XIII^e arrondissement ! De l'Etat, nous attendons des actes, pas seulement des proclamations.